

## LA HONGRIE : POLITIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE

### I - Un système politique multipartiste, mais une vie politique mouvementée ces dernières années

#### a) Le système politique hongrois

Le système politique après la chute du mur de Berlin a été en partie inspiré par la Grundgesetz (Constitution allemande). Le système politique hongrois est caractérisé par un régime parlementaire monocaméral. Le Premier Ministre a un rôle prédominant, le Président un rôle plutôt honorifique. Du fait du mode de scrutin électoral (combinaison d'un scrutin uninominal à deux tours et de deux scrutins proportionnels avec un seuil minimal de 5%), quatre partis principaux sont présents en Hongrie, et les gouvernements de coalition sont souvent nécessaires :

- MSzP (parti socialiste – de nombreux anciens cadres communistes reconvertis à la social démocratie sont dans ce parti)
- FIDESz (Union des jeunes démocrates / conservateurs), mené par Viktor Orban, très populaire à droite
- SzDSz (parti libéral)
- MDF (Forum Démocratique hongrois).

A noter que l'extrême droite hongroise (MIEP, « parti de la justice et de la vie », mené par Istvan Csurka) a déjà été représentée au Parlement de 1998 à 2002 mais n'a plus dépassé le seuil des 5% depuis 2002.

#### b) Les tendances de la vie politique hongroise

La Hongrie a toujours connu l'alternance politique depuis la chute du mur de Berlin, sauf pour la dernière élection en 2006 pendant laquelle le parti socialiste a été reconduit au pouvoir. Actuellement, le Président hongrois est Laszlo Solyom (FIDESz), le Premier Ministre Ferenc Gyurcsany (MSzP, qui gouverne en coalition avec le SzDSz).

Les rapports entre la gauche et la droite peuvent être très tendus. Ainsi les campagnes électorales de 2002 et dans une moindre mesure de 2006 ont-elles été marquées par des discours violents et haineux dans les deux camps, ainsi que par des sursauts de populisme et/ou de nationalisme (notamment venant du parti FIDESz).

La Hongrie a été le théâtre de troubles politiques violents en 2006 quelques mois après la réélection de Ferenc Gyurcsany. En effet, suite à la victoire de la gauche, ce dernier s'est lancé dans des réformes à tendances néo-libérales afin de réduire le déficit public contrairement à ce qu'il avait soutenu pendant sa campagne électorale. Certaines réformes, telles que la hausse des impôts (déjà très élevés en Hongrie) ainsi que de nombreux licenciements dans la fonction publique ont été très controversées au sein de la population, de l'opposition et même du parti socialiste. En outre, une déclaration de Ferenc Gyurcsany a mis le feu aux poudres en septembre 2006 « *Nous avons merdé (...). Personne en Europe n'a fait de pareilles conneries, sauf nous (...). Il est évident que nous avons menti tout au long des*

*derniers dix-huit mois ... Nous avons tout fait pour garder secret en fin de campagne électorale ce dont le pays a vraiment besoin, ce que nous comptons faire après la victoire électorale* ». En fin 2006, le pays a été en proie à des troubles inégalés depuis la fin du communisme (manifestations énormes, violents affrontements avec la police, saccages, le tout parfois attisé par des militants d'extrême droite),

## **II - Une politique extérieure marquée par un fort engagement dans l'Union Européenne et les Balkans**

### **a) La politique européenne et balkanique**

La politique étrangère de la Hongrie se base sur les piliers suivants :

- *engagement dans les structures de l'Union Européenne et de l'OTAN*. La Hongrie est membre de l'OTAN depuis 1999, de l'Union Européenne depuis 2004. Elle participe aux opérations extérieures au Kosovo et en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN, et est engagée dans l'opération Althea en Bosnie dans le cadre de la PESD de l'Union Européenne.
- *prise en compte des minorités hongroises d'outre frontière*. La Hongrie mène une politique active dans ce domaine, la Constitution hongroise stipule même que la République hongroise a pour mission de protéger les Magyars de l'étranger, qui se sont retrouvés dans les pays voisins suite au traité de Trianon (1919) qui a fait perdre à la Hongrie les 2/3 de son territoire. Ces Magyars sont établis principalement en Transylvanie (Roumanie), Slovaquie (sud du pays) et Voïvodine (Serbie).
- *amélioration des relations de voisinage*. La Hongrie mène une diplomatie active avec les pays frontaliers (conseils des ministres conjoints avec la Croatie et la Roumanie) et ce principalement par souci de la situation des personnes de nationalité magyare qui vivent dans ces pays et ont la citoyenneté de ces pays<sup>1</sup>.

En outre, la Hongrie accorde une grande importance à la politique régionale (par exemple dans le cadre du Groupe de Visegrad, de l'Association centre-européenne de libre échange, ou de l'Initiative centre-européenne). Le pays prend régulièrement part à des consultations politiques tripartites avec l'Italie et la Slovénie, ainsi que l'Autriche et la Slovaquie.

En ce qui concerne l'intégration des Balkans dans l'Union Européenne : il s'agit d'une priorité pour la Hongrie qui porte une attention particulière à la candidature de la Croatie. En 2005, après le refus de l'Union Européenne d'ouvrir des négociations en vue de l'adhésion de la Croatie, le ministre hongrois de l'économie a regretté cette décision et a déclaré que « *la Hongrie soutient sans réserve les aspirations de la Croatie à devenir membre de l'Union européenne* ».

La Hongrie entretient d'étroites relations avec l'Autriche d'un point de vue politique et économique et souhaite jouer un rôle de pont dans les relations entre Bruxelles et Moscou dont elle s'est beaucoup rapprochée notamment dans un objectif de sécurisation de sa situation énergétique.

### **b) La politique extra-européenne**

---

<sup>1</sup> Contrairement à la France, la Hongrie a une conception ethnique de la nation, la distinction entre nationalité et citoyenneté est donc très forte chez les Hongrois. Ainsi les Magyars de Roumanie et de Slovaquie sont-ils généralement considérés comme étant de nationalité hongroise, mais de citoyenneté roumaine ou slovaque (puisqu'ils possèdent un passeport de ces pays).

Le pays développe par ailleurs de plus en plus ses relations avec la Chine (ouverture d'un lycée chinois, développement des échanges commerciaux, investissements, etc.)

La Hongrie s'est également engagée dans la lutte contre le terrorisme international aux côtés des Etats-Unis.

## **LA HONGRIE : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE**

### **I – Un pays qui a longtemps été le « bon élève » de l'Europe centrale, mais qui connaît des difficultés depuis 2004**

#### a) le « bon élève » de l'Europe centrale

Après la chute du mur de Berlin, la Hongrie s'est lancée sur la voie de réformes économiques profondes. Cela lui a permis de connaître, jusqu'à récemment, l'une des meilleures croissances de la zone des PECO.

Le pays a fondé sa stratégie sur une libéralisation précoce des changes, une ouverture accrue aux capitaux étrangers, une privatisation active ainsi que la mise en place d'une réglementation pour les investissements étrangers. Entre 1991 et 2004, plus de 40 milliards d'euros d'IDE ont ainsi été investis en Hongrie.

De nos jours, le pays tire avantage de cette situation. Trois secteurs industriels (pharmaceutique, industrie automobile, électrique et électronique) sont les moteurs de l'investissement et participent à la forte croissance des exportations.

Dans les années 90 près de 1.700 entreprises publiques ont été privatisées. On n'en compte plus qu'environ 120 aujourd'hui.

Des entreprises hongroises ont émergé en tant que « poids lourds ». Elles appuient leur développement sur une stratégie d'investissements dans la région :

- OTP, première banque d'Europe centrale en terme de capitalisation boursière
- MOL, entreprise pétrolière,
- Trigranit leader dans la construction en Europe centrale.
- Gedeon Richter, entreprise pharmaceutique hongroise

Par ailleurs, du fait de la situation géographique de la Hongrie, les pouvoirs publics insistent sur la mise en place d'un réseau de transport (corridors européens) qui attribuerait au pays un rôle prédominant dans les échanges européens.

Forts de cette situation au centre de l'Europe, les pouvoirs publics hongrois développent également un discours autour de l'attractivité du territoire. Après la phase des privatisations (45 milliards d'euros d'IDE entre 1990 et 2002), la Hongrie a attiré de nouveau les investisseurs étrangers et principalement asiatiques.

#### b) Depuis 2004, un déficit public excessif a retardé les perspectives d'adhésion à l'euro

Les finances publiques du pays se sont dégradées progressivement ces dernières années. Entre 2002 et 2005, le déficit des finances publiques se situait entre -6,6% et -9,1% du PIB. En 2006, la Hongrie souffrait d'un déficit budgétaire structurel important estimé à -8,6% du PIB et d'un déficit courant qui se creuse depuis 2002.

L'Union Européenne a fait pression à plusieurs reprises sur la Hongrie afin que le gouvernement prenne des mesures correctives pour assainir les finances publiques. Depuis le 5 juillet 2004, la Hongrie est sous le coup d'une procédure de déficit public excessif.

A la fin du mois de novembre 2005, le gouvernement a adopté un programme révisé de convergence pour l'euro qui « *garantit que les critères de Maastricht seront atteints en 2008 et que l'adoption de l'euro sera par conséquent possible en 2010* ». Ce premier plan de convergence a été rejeté en janvier 2006 par la Commission européenne.

Après les élections de 2006 et l'annonce du plan d'austérité, les objectifs sont revus à la baisse. Ferenc Gyurcsany, a annoncé, le 10 juin 2006 « *je crois que la date idéale d'adoption de l'euro se situe entre mi-2010 et la moitié ou la fin 2011* ».

A présent, les analystes envisagent plutôt une adoption de l'euro vers 2012/2013.

## **II – En conséquence, le gouvernement a mis en place des mesures de choc afin d'assainir les finances publiques**

### a) les mesures prises à cet effet

Ces difficultés financières ont mené le Premier ministre à engager une « thérapie de choc » à partir de 2006, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un plan d'austérité pour assainir les finances publiques.

Cette thérapie vise à redresser les comptes publics en vue de ramener le pays, d'ici 2010-2011, vers les critères exigés pour l'entrée dans la zone euro. Il doit donc permettre de ramener le déficit public de 10,1% en 2006 à 3,2% en 2009.

Afin de respecter ces objectifs, le plan d'austérité a prévu une augmentation significative des recettes et une réduction des dépenses de l'État.

Dès 2006, peu après son élection, le gouvernement a :

- augmenté les tarifs du gaz et de l'électricité (par le biais d'une suppression progressive des subventions publiques) ;
- augmenté la fiscalité (par exemple : rehaussement du taux de la TVA de 15 à 20%);
- instauré une taxe de solidarité sur le bénéfice des entreprises (4%)
- fait augmenter les frais dans le domaine de la santé pour la population (introduction d'un forfait minimum pour les visites médicales et ordonnances, baisse des lits d'hôpitaux).
- Baissé les effectifs dans la fonction publique (environ 20%).

Afin d'assainir les finances publiques, le gouvernement hongrois devrait par ailleurs continuer cette politique de réformes, notamment dans les domaines de l'administration publique, la santé et l'éducation. Le gouvernement devrait également renforcer les instruments de politique budgétaire et monétaire.

b) bilan de ces mesures : des progrès en ce qui concerne la dette publique, mais globalement les indicateurs macroéconomiques restent décevants

Les résultats ne se sont pas fait attendre : le déficit public a été ramené à 6,4% au 1er semestre 2007, au lieu de 10% en 2006, ce qui constituait le meilleur résultat depuis près de 6 ans.

En outre, le déficit du commerce extérieur (qui alourdit depuis quelques années le déficit de la balance courante) baisse de manière progressive. Pour la première fois depuis 1997, la Hongrie a enregistré en mars 2007 un léger excédent commercial. Le déficit commercial en 2007 devrait être inférieur à 1 milliard d'euros contre 2,38 milliards d'euros en 2006.

Au total, le déficit des paiements courants est d'environ un point inférieur à celui de 2006 (4,7 % du PIB au lieu de 5,8 %) et revient ainsi à son niveau d'il y a 10 ans.

Toutefois, les principaux indicateurs macroéconomiques en Hongrie restent plutôt décevants. L'inflation a atteint 9 % en rythme annuel en mars 2007 et devrait être proche de 7,3 % pour l'ensemble de l'année selon les dernières estimations (3,9 % en 2006). Cette situation a contraint la banque centrale à hausser son taux directeur jusqu'à 8 % pour contrôler la hausse des prix ; les analystes estiment néanmoins que ce taux devrait être ramené progressivement vers 6%, l'inflation semblant désormais mieux contenue.

La hausse des prix et de la fiscalité a entraîné un ralentissement de la consommation et des investissements qui a pesé sur la croissance. Au total, le taux de croissance du PIB qui était de 3,9 % l'an passé ne devrait pas dépasser 3 % en 2007 (taux le plus bas depuis 10 ans).

Le ralentissement de la croissance économique n'est pas exclusivement dû au déploiement des mesures fiscales d'ajustement, la baisse des performances agricoles joue également un rôle important.

Le taux de chômage est par contre assez bas (6,7% dans les trois premiers trimestres 2007 contre 7,2% en 2006).

Perrine Recours  
Chargée de mission / Projektkoordinatorin  
Centre Franco-Autrichien pour le Rapprochement en Europe